

Document:-
A/CN.4/SR.574

Compte rendu analytique de la 574e séance

sujet:
Relations et immunités consulaires

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-
1960, vol. I

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

72. Sir Gerald FITZMAURICE pense que l'on pourrait supprimer les mots « et immunités » dans le titre de la section IV, puisqu'il n'est pas question, dans les articles de cette section, de la fin des immunités.

73. M. TOUNKINE rappelle les termes dans lesquels sont libellés les titres de la section IV et de l'article 41 du projet sur les relations diplomatiques et propose de s'y conformer, tant pour le corps de l'article 49 que pour son titre.

74. M. AGO fait observer que, dans ce cas, le mot « causes » ne devrait pas figurer dans le texte de l'article 49.

La proposition de M. Tounkine est adoptée.

Par 15 voix contre zéro, avec 1 abstention, l'article 49 est adopté, sous réserve des modifications résultant de la proposition de M. Tounkine.

ARTICLE 50 (MAINTIEN DES RELATIONS CONSULAIRES EN CAS DE RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES)

75. M. AGO rappelle qu'il a été reconnu que l'article 50 ne peut avoir de sens qu'en fonction du paragraphe 2 de l'article 2, si celui-ci est adopté.

L'article 50 est adopté à l'unanimité.

ARTICLE 51 (DROIT DE SORTIR DU TERRITOIRE DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE ET FACILITÉS À ACCORDER À L'OCCASION DU DÉPART)

76. M. TOUNKINE demande pourquoi les mots « pour quitter son territoire dès qu'elles sont prêtes à partir » figurent au paragraphe 2, au lieu des mots « pour permettre aux personnes... de sortir de son territoire aussi promptement que possible », qui ont été employés dans l'article correspondant (article 42) du projet sur les relations diplomatiques.

77. Sir Gerald FITZMAURICE répond que, s'il est à prévoir qu'un agent diplomatique désirera partir le plus tôt possible, le fonctionnaire consulaire peut avoir besoin d'un peu de temps pour liquider ses affaires, étant donné la grande diversité des fonctions consulaires.

78. M. TOUNKINE ne voit pas de raison de s'écarter de l'article 42 du projet sur les relations diplomatiques ; toutefois, la session étant proche de sa fin, il n'insistera pas pour que le texte soit modifié.

Par 13 voix contre zéro, l'article 51 est adopté.

ARTICLE 52 (PROTECTION DES LOCAUX ET ARCHIVES CONSULAIRES ET DES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT D'ENVOI)

79. M. BARTOŠ demande que le paragraphe 3 soit mis aux voix séparément. Il votera contre l'adoption de ce paragraphe parce qu'il ne prévoit pas que l'État de résidence doive restituer les archives.

Par 13 voix contre zéro, avec 1 abstention, les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Par 13 voix contre 1, le paragraphe 3 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec 1 abstention, l'ensemble de l'article 52 est adopté.

80. M. MATINE-DAFTARY précise les raisons de son abstention : il estime que l'alinéa b) du paragraphe 1 pourra être appliqué à des cas où la procédure prévue serait peu indiquée.

ARTICLE 53 (NON-DISCRIMINATION)

81. M. YOKOTA (Président du Comité de rédaction) déclare que le Comité de rédaction propose que l'article 53 et l'article qui a trait aux rapports entre le projet d'article et les conventions consulaires bilatérales soient groupés dans un chapitre distinct, qui serait le chapitre IV et aurait pour titre « Dispositions générales ».

La proposition du Comité de rédaction est adoptée.

Par 13 voix contre zéro, avec 1 abstention, l'article 53 est adopté.

La séance est levée à 13 heures.

574^e SÉANCE

Mardi 28 juin 1960, à 15 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.86, A/CN.4/L.90 et Add.1) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES (A/CN.4/L.90/Add.1) [suite]

1. Le PRÉSIDENT appelle l'attention de la Commission sur les textes des articles provisoires du chapitre III (*Consuls honoraires*) élaborés par le Comité de rédaction (A/CN.4/L.90/Add.1).

ARTICLE 56 (STATUT JURIDIQUE DES CONSULS HONORAIRES)

2. M. YOKOTA (Président du Comité de rédaction) fait observer, à propos du texte élaboré par le Comité, que, conformément à la décision de la Commission (551^e séance, par. 81, et 559^e séance, par. 50 et 51), le paragraphe 1 de l'article 56 stipule que les dispositions des sections I et IV du chapitre premier du projet relatif aux relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.90) s'appliquent aux consuls honoraires. Le paragraphe 2 énumère les articles dudit projet qui sont applicables aux consuls honoraires sans aucun changement. La Commission se rappellera qu'elle a décidé que certains articles pourraient être rendus applicables aux consuls honoraires moyennant

quelques modifications ; le Comité de rédaction a estimé que, si l'on ne mentionnait pas ces articles, on donnerait à penser qu'ils ne s'appliquent pas du tout aux consuls honoraires. Certains membres du Comité de rédaction ont cependant exprimé l'avis que le paragraphe 3 de l'article 56, où lesdits articles sont énumérés, n'est pas nécessaire, étant donné que ces derniers ont été remplacés par les articles 56 a à 57. Enfin, comme il est indiqué dans la note se rapportant à l'article 56, la Commission a ajourné sa décision concernant l'applicabilité de certains articles aux consuls honoraires jusqu'à ce que le Comité de rédaction ait présenté ces articles.

3. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) estime que le paragraphe 3 est superflu. En premier lieu, il n'énonce aucune règle de droit mais constitue, en fait, une note explicative indiquant que, pour ce qui est de leur applicabilité aux consuls honoraires, les articles en question sont remplacés par les articles 56 a à 57. Cette note est inutile, car on renverra aux dispositions pertinentes dans le commentaire de chaque article. En deuxième lieu, le commentaire de l'article 56 contiendra les précisions nécessaires à cet effet. Si, toutefois, certains membres de la Commission y tiennent particulièrement, on peut insérer une note en tête du commentaire. Enfin, le paragraphe 3 pourrait être mal compris, car il peut donner à entendre que les articles énumérés sont purement et simplement remplacés par les articles 56 a à 57 ; en fait, la Commission a décidé de rédiger ces nouvelles clauses précisément parce qu'elle a considéré que les articles 27, 32, 35, 37, 39, 40 et 46 ne s'appliquent qu'en partie aux consuls honoraires.

4. M. AGO ne partage pas l'opinion du rapporteur spécial, qui juge le paragraphe 3 superflu. L'article 56, dans son ensemble, constitue une sorte d'introduction à la question des consuls honoraires ; la Commission a adopté un ensemble de règles avec leurs titres, concernant les consuls de carrière, et les paragraphes 1 et 2 dudit article stipulent que les sections I et IV ainsi que certains articles des sections II et III s'appliquent également aux consuls honoraires. Si l'article s'arrêtait là et que la suite du projet de convention contienne une répétition des titres qui figurent déjà dans les sections précédentes, le lecteur ne manquerait pas d'être dérouté, notamment parce que les articles considérés comme partiellement applicables figurent, eux aussi, dans les sections II et III. Le paragraphe 3 est donc essentiel pour compléter l'armature de l'article.

5. M. BARTOŠ estime, comme M. Ago, que le paragraphe 3 est nécessaire pour une interprétation exacte de l'article. Il est indispensable de préciser dans la disposition elle-même que certains articles du projet s'appliquent intégralement aux consuls honoraires, tandis que d'autres ne s'appliquent qu'avec des modifications. Il est sage, du point de vue juridique, de faire figurer ces indications dans l'article lui-même ; ce procédé est utilisé pour éviter toute ambiguïté dans les textes qui règlent, d'une manière générale, certaines

questions et prévoient des exceptions concernant d'autres.

6. M. TOUNKINE considère qu'il s'agit, en l'occurrence, d'une question de rédaction plutôt que de fond, et que, du point de vue de la rédaction, il serait préférable d'insérer une note explicative dans le commentaire plutôt que dans le texte même de la convention. Cet instrument doit énoncer un certain nombre de règles ; or, les dispositions des paragraphes 1 et 2, qui stipulent que certains articles s'appliquent aux consuls honoraires, constituent de telles règles, mais les dispositions du paragraphe 3 diffèrent essentiellement des règles positives énoncées par les paragraphes précédents.

7. Selon M. SANDSTRÖM, on peut adopter l'une ou l'autre des deux méthodes proposées, mais il y a quelque intérêt à préciser la situation dans l'article lui-même, qui formerait ainsi un tout complet ; sinon, le lecteur serait obligé de lire tous les articles qui ne sont pas énumérés au paragraphe 2.

8. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) dit qu'une note explicative ajoutée au commentaire suffirait pour tenir compte du point mentionné par M. Sandström.

9. M. AGO persiste à penser qu'il serait illogique de ne pas signaler au lecteur que les articles énumérés au paragraphe 3 s'appliquent en partie aux consuls honoraires. Une note insérée dans le commentaire ne suffirait pas à cet effet.

10. M. TOUNKINE dit que la mention, dans le texte de l'article 56, des articles qui s'appliquent partiellement aux consuls honoraires permettrait éventuellement d'interpréter les nouveaux articles 56 a à 57 à la lumière des articles partiellement applicables, ce qui serait dangereux.

11. M. ERIM ne voit pas la raison d'être des divergences qui existent entre les textes des paragraphes 2 et 3 de l'article 56 ; le premier des deux stipule que certaines articles des sections II et III s'appliquent également aux consuls honoraires, tandis qu'il est dit dans l'autre que les articles 56 a à 57 sont applicables aux consuls honoraires « en ce qui concerne les matières traitées dans les articles [partiellement applicables] ». La raison pour laquelle cette méthode est adoptée n'est pas claire. M. Erim propose donc que le paragraphe 3 indique clairement que, pour les matières traitées dans les articles 27, 32, 35, 37, 39, 40 et 46, ce sont les dispositions des articles 56 a à 57 qui s'appliqueront aux consuls honoraires. Moyennant cette modification, M. Erim pourra voter en faveur du maintien du paragraphe 3.

12. M. AGO dit que le Comité de rédaction accepte l'amendement de M. Erim.

13. Le PRÉSIDENT met aux voix la question du maintien du paragraphe 3 dans l'article 56.

Par 9 voix contre 2, la Commission décide de

maintenir dans l'article 56 le paragraphe 3 modifié comme l'a proposé M. Erim.

14. M. YOKOTA propose de faire du paragraphe 3 la deuxième phrase du paragraphe 2. Sinon, il y aurait lieu de mentionner les sections II et III du chapitre premier dans le paragraphe 3.

15. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer qu'il y a une différence juridique fondamentale entre les deux dispositions et que leur fusion est, à son avis, impossible.

16. M. ERIM pense, lui aussi, que le paragraphe 3 ne doit pas être amalgamé avec le paragraphe 2.

17. Le PRÉSIDENT met aux voix l'article 56.

Par 11 voix contre zéro, avec 1 abstention, l'article 56 est adopté tel qu'il a été modifié.

18. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur la note relative à l'article 56, où il est dit que la Commission a remis sa décision concernant l'applicabilité de certains articles du projet aux consuls honoraires. Il invite la Commission à se prononcer sur l'applicabilité aux consuls honoraires de l'article 28 a (*Liberté de mouvement*).

19. M. ERIM considère que la question de l'applicabilité de cet article aux consuls honoraires ne se pose guère, puisque le droit à la liberté de mouvement est inhérent à tous les citoyens et non pas seulement aux fonctionnaires consulaires, exception faite des zones interdites dont l'accès est régi par des règlements spéciaux.

Par 8 voix contre zéro, avec 4 abstentions, la Commission décide que l'article 28 a est applicable aux consuls honoraires.

20. M. ŽOUREK s'est abstenu de voter parce qu'il a toujours considéré que l'article 28 a est inutile et pourrait même porter préjudice aux consuls.

21. Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner la question de l'applicabilité de l'article 29 (*Liberté de communication*) aux consuls honoraires.

22. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait observer que la Commission est allée aussi loin que possible et, en fait, beaucoup plus loin que la pratique existante, dans l'octroi de droits et de prérogatives aux consuls honoraires. Il ne pense pas que l'article 29 doive s'appliquer à ces derniers, surtout sous sa forme actuelle. Il doute qu'il y ait un seul Etat où les consuls honoraires soient libres d'utiliser tous les moyens de communication énumérés dans la deuxième phrase du paragraphe 1. Certes, une certaine liberté de communication doit être accordée au consul honoraire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions, mais il ne saurait bénéficier de la liberté complète prévue par l'article 29 pour la simple raison qu'il n'est pas soumis à des mesures disciplinaires comme le sont les consuls de carrière. La Commission pourrait examiner ultérieurement l'opportunité d'ajouter un nouvel article concernant la liberté de communication des consuls honoraires.

23. Pour sir Gerald FITZMAURICE, ce qui compte ce n'est pas la personnalité du chef de poste, mais l'exercice des fonctions consulaires et la représentation de l'Etat d'envoi. Il importe peu, pour la liberté de communication, que le chef de poste soit consul honoraire ou consul de carrière. On ne saurait demander à un fonctionnaire consulaire de s'acquitter des fonctions consulaires s'il ne jouit de la liberté de communication ; au surplus, cette liberté ne peut avoir de valeur que si toutes les conditions énoncées dans l'article 29 sont remplies. Par ailleurs, si un consul de carrière est remplacé par un consul honoraire, comme cela arrive quelquefois dans la pratique, les fonctions accomplies restent les mêmes ; or, si l'on ne décide pas de rendre les dispositions de l'article 29 applicables aux consuls honoraires, un fonctionnaire de cette catégorie risque de se trouver considérablement gêné dans la tâche qui lui incombe en tant que représentant de l'Etat d'envoi. On peut faire une distinction entre les deux catégories de consuls pour ce qui est de certains privilèges et de certaines immunités personnelles, mais la liberté de communication est indispensable à tous les consuls dans l'accomplissement de leurs fonctions. Sir Gerald ne connaît pas de cas où le chef de poste fasse l'objet d'un traitement différent en matière de communication sous prétexte qu'il est consul honoraire.

24. M. YOKOTA estime, lui aussi, que les dispositions de l'article 29 doivent s'appliquer aux consuls honoraires. Il ressort de façon absolument évidente de la première phrase du paragraphe 1 que la liberté de communication ne doit être accordée qu'à des fins officielles. Quant au paragraphe 2, l'inviolabilité n'y est conférée de façon expresse qu'à la correspondance consulaire ; il ne doit pas être fait de différence entre les consuls honoraires et les consuls de carrière en ce qui concerne la correspondance officielle de l'Etat d'envoi.

25. M. TOUNKINE estime que la question capitale est la suivante : doit-on partir d'idées abstraites ou se fonder sur la pratique internationale ? Si l'on adopte la seconde attitude qui, pour lui, est la bonne, on doit faire une certaine différence entre consuls honoraires et consuls de carrière ; lorsque la Commission a examiné tous les articles du projet du point de vue de leur applicabilité aux consuls honoraires, elle a constaté de façon indéniable qu'il existe des différences appréciables entre les deux catégories de consuls. Elle ne peut guère se mettre à agir désormais comme si elle admettait que le système consulaire constitue en fait une institution unique et indivisible. Sir Gerald Fitzmaurice a dit qu'il n'avait pas connaissance de cas où une telle distinction soit faite dans la pratique : il devrait consulter le paragraphe 3 de l'article 12 de la Convention consulaire de 1952 conclue entre le Royaume-Uni et la Suède qui établit une différence très nette entre les consuls de carrière et les consuls honoraires pour ce qui est de la liberté de communication.

26. M. YASSEEN, tout en reconnaissant que, dans la pratique des Etats, une distinction est

faite entre consuls honoraires et consuls de carrière en matière de liberté de communication, déclare qu'il ne voit aucun fondement logique sur lequel cette distinction puisse s'appuyer. Il estime, et c'est là une opinion qu'il a souvent défendue en ce qui concerne la situation juridique des consuls honoraires, que les dispositions de l'article 29 doivent s'appliquer aux consulats gérés par des consuls honoraires. Il s'agit de facilités accordées aux consulats et non de privilèges reconnus aux consuls. Même si cette applicabilité n'est pas déterminée par la pratique générale, on pourrait au moins considérer qu'elle relève du développement progressif du droit international.

27. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) constate que Sir Gerald Fitzmaurice a exposé à nouveau une thèse qui repose entièrement sur la jurisprudence britannique. Cette thèse a fait son apparition à l'époque où la jurisprudence britannique, en l'absence de conventions applicables en la matière, ne reconnaissait aucun privilège ni aucune immunité aux consuls. D'après cette conception, il était donc facile d'affirmer qu'il n'y avait pas de différence entre consuls de carrière et consuls honoraires, puisque ni les uns ni les autres ne jouissaient d'aucun privilège. A son avis, la grande majorité des consuls honoraires ne sont pas chefs de poste dans un véritable consulat doté d'un personnel de carrière : ils n'ont à leur disposition que leur personnel privé pour l'exécution de leurs fonctions consulaires ; le cas où un consul de carrière peut être remplacé par un consul honoraire est tellement exceptionnel qu'on peut le considérer comme théorique. Les consuls de carrière sont, en règle générale, remplacés comme chefs de poste par d'autres consuls de carrière. A supposer qu'il arrive qu'ils soient remplacés par des consuls honoraires — hypothèse qui n'a été illustrée jusqu'ici par aucun exemple concret — on ne saurait fonder une règle de droit international général sur un cas aussi exceptionnel.

28. Plusieurs orateurs ont exprimé l'avis que les facilités accordées en matière de communication l'étaient non au consul lui-même, mais à l'Etat d'envoi. On ne doit pas oublier cependant que tous les privilèges et immunités sont accordés à l'Etat d'envoi pour l'accomplissement des fonctions consulaires. On peut en tirer argument pour prétendre que tous les privilèges et immunités des consuls de carrière doivent être accordés également aux consuls honoraires, mais la Commission elle-même n'a pas été aussi loin et s'est abstenue d'accorder de nombreux privilèges et immunités aux consuls honoraires.

29. Comme M. Tounkine, M. Žourek estime que la Commission ne peut aborder la question qu'en se fondant sur la pratique internationale en la matière. Il pense que, même si la Commission voulait proposer une disposition de *lege ferenda*, elle devrait d'abord rechercher soigneusement jusqu'où les gouvernements sont disposés à aller lorsqu'il s'agit d'accepter une évolution nouvelle. Bien qu'il n'ait pas pu se procurer tous les renseignements disponibles sur la question, il a cependant été amené, à la suite de ses recherches, à penser

qu'aucun Etat n'accepterait de permettre à un consul honoraire d'utiliser les courriers diplomatiques ou autres courriers spéciaux, non plus que la valise consulaire et les messages en chiffre. A son avis, l'article 29 ne peut, sous forme actuelle, s'appliquer aux consuls honoraires, mais on pourrait évidemment rédiger un nouveau texte qui s'appliquerait à cette catégorie de consuls.

30. M. BARTOŠ dit que, dans cette manière de considérer la question, on n'envisage que le consulat et la compétence des consuls. Il estime, en outre, que, d'une façon générale, les consuls honoraires ont la même compétence que les consuls de carrière. Il ne suit pas M. Tounkine ni le rapporteur spécial lorsque ceux-ci prétendent que l'assimilation des deux catégories de consuls est toute théorique ; en fait, il y a de nombreux cas où les consulats comptent à la fois des consuls honoraires et des consuls de carrière ; en pareil cas, d'ailleurs, c'est habituellement le consul honoraire qui est chef de poste. Le fonctionnement du consulat est la considération qui prime tout : si l'on veut protéger les fonctions consulaires, il ne faut en aucune manière gêner la liberté de communication du consul.

31. Il est exact que, dans le passé, il est arrivé que des consuls honoraires aient abusé occasionnellement des facilités qui leur étaient accordées ; mais il ne faut pas oublier qu'il y a eu des abus analogues de la part même d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires. Dès l'instant qu'un consulat est reconnu comme tel, la liberté de communication doit être assurée à tous les consuls qui y sont affectés. M. Bartoš précise que les milieux officiels de son pays reconnaissent le principe selon lequel, l'institution des consuls honoraires étant acceptée, tous les consuls honoraires, même s'ils sont ressortissants de l'Etat de résidence, doivent bénéficier de la protection qu'exige le respect de la dignité de l'Etat d'envoi.

32. M. ERIM estime qu'il n'y a pas de raison de refuser de protéger les communications officielles d'un consulat ayant à sa tête un consul honoraire. Un chef de poste serait dans l'impossibilité d'assurer l'exercice des fonctions consulaires sans une telle protection. Si les dispositions de l'article 29 n'étaient pas rendues applicables aux consuls honoraires, il s'ensuivrait que les communications d'un consul honoraire avec le gouvernement, les missions diplomatiques et les autres consulats de l'Etat d'envoi ne seraient plus ni confidentielles, ni libres, ni protégées, ce qui serait évidemment absurde.

33. Quant à la rédaction de l'article 29, elle ne lui paraît pas parfaite bien qu'il n'ait pas de suggestions précises à formuler pour l'améliorer. Il n'est pas convaincu, par exemple, qu'un consul honoraire doive être autorisé à employer les courriers spéciaux, la valise consulaire et les messages en chiffre ; il est néanmoins à peu près persuadé que les dispositions contenues dans la première phrase du paragraphe I doivent s'appliquer aux consuls honoraires si l'on veut que les fonctions consulaires puissent être exercées efficacement.

34. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, déclare qu'il votera en faveur de l'applicabilité de l'article 29 aux consuls honoraires. De fait, un grand nombre de consulats sont dirigés par des consuls honoraires. Ces consuls doivent communiquer avec leur gouvernement et, si la Commission décidait de ne pas rendre l'article 29 applicable aux consuls honoraires, cela entraverait l'accomplissement des tâches qui incombent à ces derniers. Il appartient à l'Etat d'envoi de décider si un consul honoraire peut employer une valise consulaire, par exemple; mais si la valise est ainsi employée, le simple fait que l'expéditeur ou le destinataire soit consul honoraire ne peut servir de raison pour enfreindre le secret de la valise.

35. M. ŽOUREK demande un vote distinct sur l'applicabilité aux consuls honoraires de la première phrase du paragraphe 1 de l'article 29. Pour sa part, il est prêt à admettre que cette disposition leur soit applicable et il propose de laisser aux Etats intéressés le soin de régler les détails qui font l'objet du reste de l'article. Ce serait aller trop loin que d'appliquer ces dispositions, sous leur forme actuelle, aux consuls honoraires.

36. M. AGO dit que la liberté de communication n'est pas un privilège personnel du consul, mais qu'il s'agit d'une question intéressant les fonctions du consulat en tant que tel : c'est pourquoi l'article 29 doit être déclaré applicable aux consuls honoraires. Compte tenu des observations des gouvernements, la Commission pourra décider à sa prochaine session s'il est nécessaire d'adopter les dispositions détaillées de l'article 29 pour tenir compte des besoins des consuls honoraires. A l'heure actuelle, toutefois, il est indispensable de marquer l'adhésion de la Commission au principe de la liberté de communication des consulats, qu'ils soient dirigés par des consuls honoraires ou par des consuls de carrière.

37. M. SANDSTRÖM déclare qu'en réalité la question des messages en chiffre relève de l'Etat d'envoi. Il appartient à celui-ci de décider s'il désire ou non confier son chiffre aux consuls honoraires.

38. M. BARTOŠ appelle l'attention de la Commission sur le fait qu'un Etat possède habituellement plusieurs chiffres et peut fort bien autoriser ses consuls honoraires à en utiliser un.

39. M. ERIM propose à la Commission de rendre applicable aux consuls honoraires la première phrase de l'article 29, comme le propose le rapporteur spécial, et d'ajouter une disposition qui, en ce qui concerne les consuls honoraires, remplacerait le reste de l'article et serait ainsi conçue :

« Aux fins de cette communication, le consul honoraire a également le droit d'utiliser tous les moyens mis à sa disposition par son gouvernement. »

40. Sir Gerald FITZMAURICE doute que le texte proposé par M. Erim permette d'aboutir au résultat cherché. Ce texte semble signifier qu'un

consul honoraire peut utiliser tout moyen de communication. L'Etat d'envoi serait ainsi en meilleure position que s'il avait envoyé un consul de carrière, car les consuls de carrière doivent se contenter des moyens spécifiés à l'article 29.

41. Quant au fond de la question, Sir Gerald insiste pour que la Commission déclare l'article 29 applicable aux consuls honoraires. La liberté de communication, telle qu'elle est énoncée dans cet article, est indispensable à l'accomplissement des fonctions consulaires.

42. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) déclare que le texte proposé par M. Erim irait bien plus loin que la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 29. On pourrait l'interpréter comme signifiant qu'un consul honoraire peut communiquer avec l'Etat d'envoi au moyen d'un émetteur de radiodiffusion, par exemple.

43. M. ERIM retire sa proposition, puisqu'elle n'a pas abouti au compromis souhaité.

44. Le PRÉSIDENT, conformément à la demande de M. Žourek, met aux voix la question de l'applicabilité aux consuls honoraires de la première phrase du paragraphe 1 de l'article 29.

A l'unanimité, il est décidé que cette phrase sera applicable aux consuls honoraires.

45. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer par un vote sur la question de l'applicabilité du reste de l'article 29 aux consuls honoraires.

Par 11 voix contre 1, avec 1 abstention, il est décidé que le reste de l'article 29 sera applicable aux consuls honoraires.

Par 11 voix contre 1, avec 1 abstention, il est décidé que l'ensemble de l'article 29 sera applicable aux consuls honoraires.

46. M. ŽOUREK déclare qu'il a voté contre l'applicabilité du reste de l'article et de l'ensemble de l'article aux consuls honoraires pour les raisons qu'il a exposées au cours des débats.

47. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer par un vote sur l'applicabilité aux consuls honoraires de l'article 30 (*Communication avec les autorités de l'Etat de résidence*).

Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions, il est décidé que l'article 30 sera applicable aux consuls honoraires.

48. M. SANDSTRÖM déclare que, dans le texte de l'article 56 préparé par le Comité de rédaction (A/CN.4/L.90/Add.1), il n'est fait aucune mention de l'article 30 a (*Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi*). Il propose que l'article 30 a figure parmi ceux qui, au paragraphe 2 de l'article 56, sont déclarés applicables aux consuls honoraires.

49. M. YOKOTA appuie cette proposition. Le Comité de rédaction n'a pas mentionné l'article 30 a parce que celui-ci n'avait pas encore été adopté par la Commission au moment où le Comité de rédaction rédigeait l'article 56.

50. Sir Gerald FITZMAURICE est d'avis que l'article 30 a doit évidemment être applicable aux consuls honoraires. S'il en était autrement, les nationaux de l'Etat d'envoi qui se trouvent être dans une circonscription consulaire relevant d'un consul honoraire seraient désavantagés par rapport à ceux qui résident dans des circonscriptions relevant de consuls de carrière.

Par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition de M. Sandström est adoptée.

51. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) attire l'attention de la Commission sur la note relative à l'article 56 et déclare que la prochaine décision à prendre concerne l'applicabilité du paragraphe 2 de l'article 40 (*Obligation de répondre comme témoin*) aux consuls honoraires. Ce paragraphe correspond aux anciens paragraphes 2 et 3 du projet d'article 40 primitivement établi par le rapporteur spécial (A/CN.4/L.86). La mention des paragraphes 2 et 3 de l'article 40 dans la note du document A/CN.4/L.90/Add. 1 doit donc être interprétée comme se rapportant exclusivement au paragraphe 2 actuel.

52. M. BARTOŠ demande un vote distinct sur la première partie du paragraphe (« L'autorité... ses fonctions officielles »). Il est disposé à admettre que l'autorité qui requiert le témoignage d'un consul honoraire doit prendre toutes mesures raisonnables pour éviter de gêner le consul dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, mais ce serait aller trop loin, lui semble-t-il, que de dire qu'il faut faire le nécessaire pour recueillir ce témoignage à la résidence ou au bureau du consul honoraire, toutes les fois que cela est possible.

53. M. YASSEEN partage le point de vue de M. Bartoš.

54. M. AGO est du même avis que M. Bartoš quant au fond de la question et pense que, si seule la première partie du paragraphe 2 était adoptée, la Commission pourrait envisager d'en incorporer le texte dans l'article 56 f (*Obligation des consuls honoraires de répondre comme témoins*).

55. M. EDMONDS ne voit aucune raison d'établir une distinction entre les consuls honoraires et les consuls de carrière en matière d'obligation de témoigner. La disposition en question est destinée à assurer l'exercice sans entrave des fonctions consulaires, quelle que soit la personne qui les exerce.

56. Le PRÉSIDENT met aux voix la question de l'applicabilité aux consuls honoraires du membre de phrase : « L'autorité qui requiert le témoignage doit prendre toutes mesures raisonnables pour éviter de gêner le fonctionnaire consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions officielles ».

Par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions, il est décidé que ce membre de phrase sera applicable aux consuls honoraires.

57. Le PRÉSIDENT met aux voix l'applicabilité aux consuls honoraires du reste du paragraphe 2 : « et doit faire le nécessaire pour recueillir

son témoignage à sa résidence ou à son bureau, toutes les fois que cela est possible et admis ».

Par 5 voix contre 3, avec 4 abstentions, il est décidé que le reste du paragraphe 2 sera applicable aux consuls honoraires.

58. M. BARTOŠ déclare avoir voté négativement pour les raisons qu'il a indiquées au cours des débats.

Par 8 voix contre zéro, avec 4 abstentions, il est décidé que le paragraphe 2 de l'article 40 sera applicable aux consuls honoraires.

59. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) est d'avis que la Commission doit maintenant décider de l'applicabilité de l'article 45 (*Obligations des Etats tiers*) aux consuls honoraires. Le paragraphe 4 de cet article, qui traite de la correspondance officielle en transit, est évidemment applicable aux consuls honoraires. Les trois premiers paragraphes, par contre, ne sont pas applicables aux consuls honoraires, qui sont généralement choisis parmi des personnes habitant d'une manière permanente dans l'Etat de résidence.

60. M. EDMONDS connaît des cas dans lesquels des consuls honoraires ne sont pas domiciliés dans l'Etat de résidence. Les paragraphes 1, 2 et 3 doivent donc s'appliquer à ces consuls.

61. M. YOKOTA est d'avis que, sous réserve de modifications de forme appropriées, le paragraphe 3 s'applique aux consuls honoraires. Les Etats tiers ne doivent pas entraver le transit à travers leur territoire des consuls honoraires et des membres de leur famille. Quant aux paragraphes 1 et 2, M. Yokota ne pense pas qu'ils s'appliquent aux consuls honoraires.

62. Selon M. FRANÇOIS, la question de l'applicabilité de l'article 45 aux consuls honoraires peut susciter quelques difficultés. Les Etats qui n'admettent pas de consuls honoraires pourraient, aux termes de cet article, être tenus d'accorder certaines facilités aux consuls honoraires en transit à destination d'autres pays, qui acceptent ces consuls.

63. Quant au fond, M. François partage l'avis de M. Edmonds et il estime que l'article 45 doit être applicable aux consuls honoraires.

64. M. SANDSTRÖM déclare que même un Etat qui n'accepte pas de consuls honoraires devra reconnaître la nécessité d'accorder des facilités de transit aux consuls honoraires acceptés par d'autres pays.

65. M. BARTOŠ pense que toutes les dispositions de l'article 45 doivent être applicables aux consuls honoraires. Outre la raison déjà indiquée, à savoir qu'un consul honoraire peut fort bien ne pas habiter dans l'Etat de résidence, M. Bartoš mentionne la pratique suivie dans son propre pays, qui consiste à inviter ses consuls honoraires à se rendre en Yougoslavie pour se familiariser avec certains problèmes importants. C'est ainsi que l'on a organisé un cycle d'études de consuls honoraires yougoslaves à l'étranger pour les

familiariser avec les nouvelles règles de procédure civile qui venaient d'être adoptées. Récemment aussi, on a organisé pour les consuls honoraires un cycle d'études sur les problèmes du tourisme en Yougoslavie.

66. Pour ces raisons, M. Bartoš estime qu'il est indispensable de donner à l'Etat d'envoi la possibilité d'organiser le déplacement de ses consuls honoraires, même s'ils sont ressortissants de l'Etat de résidence, afin qu'ils puissent consulter le gouvernement au nom duquel ils agissent et obtenir des renseignements et des instructions. Les facilités de transit pour ces déplacements sont nécessaires à l'accomplissement des fonctions consulaires proprement dites.

67. Le PRÉSIDENT, prenant la parole en tant que membre de la Commission, déclare que, si la Commission devait estimer que l'article 45 n'est pas applicable dans sa totalité aux consuls honoraires, elle agirait comme si elle admettait qu'un consul honoraire ne puisse jamais être ressortissant de l'Etat d'envoi ni d'un Etat tiers et que, si le consul honoraire est ressortissant de l'Etat de résidence, il soit en quelque sorte privé de la possibilité de voyager à l'étranger. Cette hypothèse est manifestement fausse.

68. En conséquence, toutes les dispositions de l'article 45 doivent être applicables aux consuls honoraires.

69. M. AGO déclare qu'il avait d'abord éprouvé des doutes quant à l'applicabilité des paragraphes 1 et 2, mais que les raisons énoncées par le Président l'ont convaincu que l'ensemble de l'article 45 doit être applicable aux consuls honoraires.

70. M. YOKOTA demande un vote distinct sur les paragraphes 1 et 2.

Par 9 voix contre 1, avec 1 abstention, il est décidé que les paragraphes 1 et 2 de l'article 45 seront applicables aux consuls honoraires.

Par 10 voix contre zéro, avec 1 abstention, il est décidé que les paragraphes 3 et 4 de l'article 45 seront applicables aux consuls honoraires.

Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions, il est décidé que l'ensemble de l'article 45 sera applicable aux consuls honoraires.

La séance est levée à 18 h. 5.

575^e SÉANCE

Mercredi 29 juin 1960, à 9 h. 30

Président : M. Luis PADILLA NERVO

Relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.86, A/CN.4/L.90 et Add.1) [suite]

[Point 2 de l'ordre du jour]

PROJET D'ARTICLES PROVISOIRES
(A/CN.4/L.90/Add.1) [suite]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen des textes proposés par le

Comité de rédaction pour les articles relatifs aux consuls honoraires (A/CN.4/L.90/Add.1).

ARTICLE 56 a (INVOLABILITÉ DE LA CORRESPONDANCE OFFICIELLE, DES ARCHIVES ET DES DOCUMENTS DU CONSULAT)

Par 12 voix contre zéro, avec 1 abstention, l'article 56 a est adopté.

ARTICLE 56 b (PROTECTION SPÉCIALE)

2. M. MATINE-DAFTARY pense qu'il conviendrait de modifier le titre de l'article 56 b. La situation d'un consul honoraire n'est pas celle d'un consul de carrière; on ne peut donc pas reprendre automatiquement le titre de l'article correspondant du chapitre relatif aux consuls de carrière (article 32).

3. M. YOKOTA fait observer que le titre de l'article 32 est « Protection spéciale et respect dus au consul ». Ce titre n'a pas été reproduit à l'article 56 b, qui ne mentionne pas le respect dû aux consuls honoraires.

Par 10 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 56 b est adopté.

ARTICLE 56 c (EXEMPTION DES OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'IMMATRICULATION DES ÉTRANGERS, DE PERMIS DE SÉJOUR ET DE PERMIS DE TRAVAIL)

4. M. YASSEEN réitère les objections qu'il a formulées, à propos de l'article 35, contre toute mention du permis de travail. Du point de vue logique, il s'y ajoute une objection supplémentaire lorsqu'il s'agit de l'article à l'examen. Celui-ci dit, en fait, que les consuls qui n'exercent pas une activité privée de caractère lucratif n'ont pas besoin de permis de travail.

5. M. Yasseen pense que les activités des consuls honoraires en dehors du consulat sont si diverses qu'à moins d'assortir les mots « permis de travail » de conditions soigneusement étudiées, il est préférable de les supprimer purement et simplement; c'est ce que propose M. Yasseen.

6. M. ERIM appuie la proposition d'amendement de M. Yasseen. L'article 35 prévoit l'exemption de l'obligation de demander un permis de travail pour le personnel privé du fonctionnaire consulaire, tandis que l'article 56 c prévoit cette exemption pour le consul honoraire et pour les membres de sa famille.

7. Sir Gerald FITZMAURICE estime qu'il convient de conserver les mots « permis de travail » pour éviter qu'un consul honoraire qui n'exerce pas d'activité privée de caractère lucratif ne se trouve dans l'obligation de demander un permis de travail pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions.

8. M. YASSEEN ne pense pas que les mots « permis de travail » puissent être interprétés comme signifiant l'autorisation d'exercer les fonctions de consul honoraire.

9. M. ERIM fait observer que si l'interprétation